

**No. 57668\***

---

**Belgium  
and  
Morocco**

**General Convention on social security between the Kingdom of Belgium and the Kingdom of Morocco. Rabat, 24 June 1968**

**Entry into force:** *1 August 1971, in accordance with article 50(2)*

**Authentic text:** *French*

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** *Belgium, 1 February 2023*

**Note:** *See also annex A, No. 57668.*

*\*No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.*

---

**Belgique  
et  
Maroc**

**Convention générale sur la sécurité sociale entre le Royaume de Belgique et le Royaume du Maroc. Rabat, 24 juin 1968**

**Entrée en vigueur :** *1<sup>er</sup> août 1971, conformément au paragraphe 2 de l'article 50*

**Texte authentique :** *français*

**Enregistrement auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies :** *Belgique,  
1<sup>er</sup> février 2023*

**Note :** *Voir aussi annexe A, No. 57668.*

*\*Aucun numéro de volume n'a encore été attribué à ce dossier. Les textes disponibles qui sont reproduits ci-dessous sont les textes originaux de l'accord ou de l'action tels que soumis pour enregistrement. Par souci de clarté, leurs pages ont été numérotées. Les traductions qui accompagnent ces textes ne sont pas définitives et sont fournies uniquement à titre d'information.*

[ TEXT IN FRENCH - TEXTE EN FRANÇAIS ]

CONVENTION GENERALE SUR LA SECURITE SOCIALE

ENTRE LE ROYAUME DE BELGIQUE ET

LE ROYAUME DU MAROC

SA MAJESTE LE ROI DES BELGES

et

SA MAJESTE LE ROI DU MAROC

animés du désir de garantir le bénéfice des législations sur la sécurité sociale en vigueur dans les deux Etats contractants aux personnes auxquelles s'appliquent ou ont été appliquées ces législations, ont résolu de conclure une Convention et, à cet effet, ont nommé leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTE LE ROI DES BELGES : *Son Excellence Monsieur J. de BASSOMPIERRE, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Belgique à Rabat,*

SA MAJESTE LE ROI DU MAROC : *Son Excellence Monsieur Abdelham BENAISSA, Ministre du Travail et des Affaires sociales du Maroc,*

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

TITRE I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1er

Les travailleurs belges ou marocains salariés ou assimilés aux salariés par les législations de sécurité sociale énumérées à l'article 2 de la présente Convention, sont soumis respectivement auxdites législations applicables au Maroc ou en Belgique et en bénéficient, ainsi que leurs ayants droit, dans les mêmes conditions que les ressortissants de chacun de ces Etats.

ARTICLE 2

I.- Les législations de sécurité sociale auxquelles s'applique la présente Convention sont :

1.- Au Maroc :

- a) - la législation sur le régime de sécurité sociale ;
- b) - la législation sur les accidents du travail et les maladies professionnelles ;
- c) - les dispositions législatives, réglementaires ou statutaires agréées par l'autorité publique relative à des régimes particuliers de sécurité sociale en tant qu'elles couvrent des salariés ou assimilés et qu'elles concernent des risques/ prestations courants de la législation sur les régimes de sécurité sociale.-

2. - En Belgique :

- a) - la législation relative à l'assurance maladie-invalidité des travailleurs salariés et des marins de la marine marchande et la législation relative à la pension d'invalidité des ouvriers mineurs et assimilés ;
- b) - la législation relative à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés ;
- c) - la législation relative aux allocations familiales des travailleurs salariés ;
- d) - la législation relative aux accidents du travail, y compris celle relative aux gens de mer ;

- e) - la législation relative aux maladies professionnelles
- f) - la législation relative au chômage involontaire.

& 2. - Les dispositions de la présente Convention seront appliquées aux marins de la marine marchande après la conclusion d'un Arrangement entre les pays contractants.

& 3. - La présente Convention s'applique également à tous les actes législatifs ou réglementaires qui modifieront ou compléteront les législations énumérées au paragraphe 1er du présent article.

Toutefois, elle ne s'appliquera :

- a) - aux actes législatifs ou réglementaires couvrant une branche nouvelle de la sécurité sociale que si un Arrangement intervient à cet effet entre les pays contractants ;
- b) - aux actes législatifs ou réglementaires qui étendront les régimes existants à de nouvelles catégories de bénéficiaires que s'il n'y a pas, à cet égard, opposition du Gouvernement du pays qui modifie sa législation, notifiée au Gouvernement de l'autre pays, dans un délai de trois mois à dater de la publication officielle desdits actes.

### ARTICLE 3

& 1. - Les travailleurs salariés ou assimilés aux salariés par les législations applicables dans chacun des pays contractants, occupés sur le territoire de l'un de ces pays, sont soumis aux législations en vigueur au lieu de leur travail.

& 2. - Le principe posé au paragraphe 1er du présent article comporte les exceptions suivantes :

- a) - Les travailleurs salariés ou assimilés, occupés dans un pays autre que celui de leur résidence habituelle par une entreprise ayant dans le pays de cette résidence un établissement dont les intérêts relèvent normalement demeurent soumis aux législations en vigueur dans le pays de, leur lieu de travail habituel, pour autant que leur occupation sur le territoire du deuxième pays ne se prolonge pas au delà de douze mois ; dans le cas où cette occupation, se prolongeant pour des motifs imprévisibles au delà de la durée primitivement prévue, excéderait douze mois, l'application des législations en vigueur dans le pays du lieu de travail habituel pourra exceptionnellement être recon-  
duite pour une durée de douze mois au maximum,

avec l'accord des autorités compétentes du pays du lieu de travail occasionnel ;

- b) - le personnel ambulant des entreprises publiques ou privées de transport de l'un des pays contractants est exclusivement soumis aux dispositions en vigueur dans le pays où l'entreprise a son siège ;
- c) - les travailleurs salariés ou assimilés d'un service administratif officiel détachés par et pour le compte de l'un des pays contractants, restent soumis à la législation en vigueur dans le pays d'où ils sont détachés.

& 3. - Les autorités administratives compétentes des pays contractants pourront prévoir, d'un commun accord, des exceptions aux règles énoncées au paragraphe 1er du présent article. Elles pourront convenir également que les exceptions prévues au paragraphe 2 ne s'appliqueront pas dans certains cas particuliers.

#### ARTICLE 4

& 1. - Les dispositions de la présente Convention ne s'appliquent pas aux agents diplomatiques et consulaires de carrière, y compris les fonctionnaires appartenant au cadre des chancelleries.

& 2. - les dispositions du paragraphe 1er de l'article 3 sont applicables aux travailleurs salariés ou assimilés, quelle que soit leur nationalité, occupés dans les postes diplomatiques ou consulaires marocains ou belges ou qui sont au service personnel d'agents de ces postes.

Toutefois, ces travailleurs salariés ou assimilés, s'ils sont des ressortissants de l'Etat représenté par le poste diplomatique ou consulaire, peuvent opter entre l'application de la législation de leur pays d'origine et celle du lieu de leur travail. Ce droit d'option ne peut être exercé qu'une seule fois et dans un délai à déterminer par Arrangement administratif.

#### ARTICLE 5

Lorsque la législation de l'un des pays contractants prévoit la réduction, la suppression ou la suspension d'une prestation en cas de cumul de cette prestation avec une autre prestation de sécurité sociale ou avec une rémunération, la prestation acquise en vertu de la législation de l'autre pays contractant ou une rémunération obtenue sur le territoire de l'autre pays contractant, est également opposable au bénéficiaire de la prestation.

Toutefois cette règle n'est pas applicable aux cas où des prestations sont acquises conformément aux dispositions de l'article 14 et du chapitre 3 du titre II de la présente Convention.

TITRE II - DISPOSITIONS PARTICULIERES

Chapitre I - Prestations en cas de maladie et de maternité

ARTICLE 6

Les travailleurs salariés ou assimilés, ainsi que leurs ayants droit, qui se rendent du Maroc en Belgique ou inversement, bénéficient des prestations de l'assurance maladie dans le pays du nouveau lieu de travail, pour autant que ces travailleurs :

- 1) - aient été aptes au travail à leur dernière entrée sur le territoire de ce pays ;
- 2) - aient effectué, dans ce pays, un travail salarié ou assimilé ;
- 3) - remplissent les conditions requises pour bénéficier de ces prestations au regard de la législation du pays de leur nouveau lieu de travail, compte tenu de la période d'assurance dans le pays qu'ils ont quitté et de la période postérieure à leur assujettissement à la législation du pays de leur nouveau lieu de travail.

ARTICLE 7

Les travailleurs salariés ou assimilés, ainsi que leurs ayants droit, qui se rendent du Maroc en Belgique ou inversement, bénéficient des prestations de l'assurance maternité dans le pays du nouveau lieu de travail, pour autant que ces travailleurs :

- 1) - aient effectué, dans ce pays, un travail salarié ou assimilé ;
- 2) - remplissent les conditions requises pour bénéficier de ces prestations au regard de la législation du pays de leur nouveau lieu de travail, compte tenu de la période d'assurance dans le pays qu'ils ont quitté et de la période postérieure à leur assujettissement à la législation du pays de leur nouveau lieu de travail.

ARTICLE 8

La totalisation des périodes visées aux articles 6, 3, 7, 2) et 37 paragraphe I, 2) n'est applicable que si l'occupation dans le pays du nouveau lieu de travail débute dans un délai d'un mois à compter de la date d'entrée dans ce pays.

ARTICLE 9

Les ayants droit d'un travailleur salarié ou assimilé qui a droit à prestation en vertu de la législation du pays d'affiliation, bénéficient des prestations en nature de l'assurance maladie-maternité lorsqu'ils résident sur le territoire du pays contractant autre que celui d'affiliation du travailleur pour autant qu'ils n'aient pas droit aux prestations en nature de la législation du pays de résidence.

L'ouverture du droit auxdites prestations, les ayants droit ainsi que la durée, l'étendue et les modalités du service des prestations, le taux et les modalités de remboursement ainsi que la date de mise en application des dispositions du présent article seront déterminés par Arrangement administratif.

#### ARTICLE 10

Les travailleurs salariés ou assimilés admis au bénéfice des prestations en espèces en vertu de la législation de l'un des pays contractants et résidant sur le territoire de ce pays, conservent ce bénéfice lorsqu'ils transfèrent leur résidence dans l'autre pays, à condition que l'institution compétente du pays d'affiliation autorise ce transfert.

Ils bénéficient également, ainsi que leurs ayants droit des prestations en nature de l'assurance maladie-maternité ; l'ouverture du droit aux dites prestations, les ayants droit ainsi que la durée, l'étendue et les modalités du service des prestations, le taux et les modalités de remboursement ainsi que la date de mise en application des dispositions du présent article seront déterminés par Arrangement administratif.

#### ARTICLE 11

Les travailleurs salariés ou assimilés, affiliés à une institution de sécurité sociale de l'un des pays contractants et résidant sur le territoire de ce pays, bénéficient des prestations en espèces lors d'un séjour dans l'autre pays, n'excédant pas un délai à fixer, lorsque leur état en raison de maladie ou d'hospitalisation ne leur permet pas de rejoindre le pays du lieu de travail.

Les travailleurs visés à l'alinéa 1er, ainsi que leurs ayants droit qui les accompagnent bénéficient des prestations en nature servies à charge de l'institution d'affiliation.

#### ARTICLE 12

Les travailleurs salariés ou assimilés visés au paragraphe 2, a) et b) de l'article 3 et au paragraphe 2 de l'article 4, ainsi que leurs ayants droit qui les accompagnent, bénéficient des prestations de l'assurance maladie et maternité pendant la durée de leur séjour dans le pays où ils sont occupés.

Les modalités relatives au service de ces prestations seront fixées dans un Arrangement administratif.

Chapitre 2 - Prestations d'invalidité autres que celles servies en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle

ARTICLE 13

& 1. - Pour les travailleurs salariés ou assimilés qui ont été affiliés successivement ou alternativement dans les deux pays contractants à un ou plusieurs régimes d'assurance invalidité, les périodes d'assurance accomplies sous ces régimes ou les périodes reconnues équivalentes à des périodes d'assurance en vertu desdits régimes, sont totalisées dans les conditions prévues à l'article 19, tant en vue de l'acquisition du droit aux prestations en espèces ou en nature qu'en vue du maintien ou du recouvrement de ce droit.

& 2. - Les prestations en espèces de l'assurance invalidité sont liquidées conformément aux dispositions de la législation qui était applicable à l'intéressé au moment où est survenue l'incapacité de travail suivie d'invalidité et supportées par l'institution compétente aux termes de cette législation.

ARTICLE 14

Par dérogation aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 13 et sauf s'il est fait application de l'article 23, les droits aux prestations d'invalidité des travailleurs qui ont été occupés dans les mines en Belgique et au Maroc, sont déterminés suivant les règles définies à l'article 20, lorsque, compte tenu des périodes totalisées, ces travailleurs remplissent les conditions prévues par la législation spéciale belge sur l'invalidité des ouvriers mineurs et assimilés et pour autant que les périodes d'assurance atteignent, dans chacun des deux pays, le minimum d'une année prévu au & 1, 5° dudit article.

ARTICLE 15

Lorsque à la date à laquelle est survenue l'incapacité de travail suivie d'invalidité, l'assuré visé à l'article 14 était occupé dans le pays autre que celui de l'institution débitrice, il est tenu compte, pour la détermination du montant de la pension ou de l'indemnité d'invalidité, du salaire accordé dans le pays de l'institution débitrice aux travailleurs de la catégorie professionnelle à laquelle appartenait l'intéressé à cette date.

ARTICLE 16

& 1. - Si après suspension de la pension ou de l'indemnité d'invalidité, l'assuré recouvre son droit, le service des prestations est repris par l'institution débitrice de la pension ou de l'indemnité primitivement accordée, lorsque l'état d'invalidité est imputable à l'incapacité de travail ayant entraîné l'attribution de cette pension ou indemnité.

& 2. - Si, après suppression de la pension ou de l'indemnité d'invalidité, l'état de l'assuré justifie l'octroi d'une pension ou d'une indemnité d'invalidité, cette dernière est li-



quidée suivant les règles fixées à l'article 13 compte tenu le cas échéant des dispositions de l'article 14.

ARTICLE 17

Pour l'ouverture du droit à la pension ou à l'indemnité d'invalidité, la période pendant laquelle l'intéressé doit avoir reçu l'indemnité en espèces au titre de l'assurance maladie préalablement à l'attribution de la pension ou de l'indemnité d'invalidité est, dans tous les cas, celle prévue par la législation à laquelle il était soumis au moment où est survenue l'incapacité de travail suivie d'invalidité.

ARTICLE 18

La pension ou l'indemnité d'invalidité est transformée, le cas échéant, en pension de vieillesse au moment où se trouvent remplies les conditions requises par la législation en vertu de laquelle elle a été attribuée.

Il est fait application, le cas échéant, des dispositions du chapitre 3 ci-après.

Chapitre 3 - Prestations de vieillesse et prestations de décès (pension) autres que celles servies en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle.

ARTICLE 19

& 1. - Pour les travailleurs salariés ou assimilés qui ont été affiliés successivement ou alternativement dans les deux pays contractants à un ou plusieurs régimes d'assurance-vieillesse ou d'assurance-décès (pension), les périodes d'assurance accomplies sous ces régimes ou les périodes reconnues équivalentes à des périodes d'assurance en vertu desdits régimes sont totalisées, à la condition qu'elles ne se superposent pas, tant en vue de l'acquisition du droit aux prestations qu'en vue du maintien ou du recouvrement de ce droit.

Les périodes à prendre en considération comme équivalentes à des périodes d'assurance sont, dans chaque pays, celles considérées comme telles par la législation de ce pays.

Toute période reconnue équivalente à une période d'assurance en vertu, à la fois, de la législation marocaine et de la législation belge, est prise en compte, pour la liquidation des prestations, par les institutions du pays où l'intéressé a travaillé en dernier lieu avant la période en cause.

& 2. - Lorsque la législation de l'un des pays contractants subordonne l'octroi de certaines prestations à la condition que les périodes d'assurance aient été accomplies dans une profession

déterminée, ne sont totalisées, pour l'admission au bénéfice de ces prestations, que les périodes accomplies ou reconnues équivalentes dans la même profession exercée dans l'autre pays.

Lorsque la législation de l'un des pays contractants surbordonne l'octroi de certaines prestations à la condition que les périodes d'assurance aient été accomplies dans une profession déterminée et lorsque ces périodes n'ont pu donner droit auxdites prestations, lesdites périodes sont considérées comme valables pour la liquidation des prestations prévues pour les ouvriers en ce qui concerne la Belgique et par le régime général de sécurité sociale en ce qui concerne le Maroc.

#### ARTICLE 20

& I. - Les prestations auxquelles un assuré peut prétendre de la part de chacun des organismes intéressés sont liquidées de la manière suivante :

1°/ - Chaque institution détermine si l'intéressé réunit les conditions requises pour avoir droit aux prestations au regard de sa législation propre, compte tenu de la totalisation prévue à l'article 19 des périodes d'assurance ou des périodes reconnues équivalentes accomplies en vertu de la législation de l'autre pays.

2°/ - Si le droit est acquis, l'institution au regard de laquelle le droit est ouvert, détermine, pour ordre, le montant des prestations auxquelles l'intéressé aurait droit si toutes les périodes d'assurance ou reconnues équivalentes, totalisées selon les modalités prévues à l'article 19, avaient été accomplies exclusivement sous la législation qu'elle applique.

3°/ - Sur la base du montant déterminé suivant les modalités prévues au 2° ci-dessus, l'institution au regard de laquelle le droit est ouvert, fixe le montant dû au prorata de la durée des seules périodes d'assurance ou reconnues équivalentes au regard de la législation qu'elle applique, par rapport à la durée totale des périodes d'assurance ou reconnues équivalentes sous les deux législations ; le montant ainsi obtenu constitue la prestation due à l'intéressé par l'institution dont il s'agit

4°/ - Pour le calcul du montant des prestations, chaque institution ne prendra en considération que les salaires déclarés pour les périodes d'assurance ou reconnues équivalentes en vertu de la législation qu'elle applique.

5°/ - Aucune prestations n'est prise en charge par une institution lorsque les périodes accomplies sous l'empire de la législation qui la régit, n'atteignent pas au total une année

comportent le minimum annuel de journées de travail effectif ou de journées assimilées au travail effectif prévu par cette législation dans ce cas, l'institution de l'autre pays supporte la charge entière des prestations auxquelles l'assuré a droit d'après la législation qui régit cette institution et compte tenu de la totalité desdites périodes.

& 2. - Si, d'après la législation d'un des pays contractants, le droit à la pension n'est pas subordonné à l'accomplissement d'un stage mais acquis année par année, l'organisme intéressé de ce pays peut calculer le droit à la pension directement et exclusivement en fonction des périodes d'assurance accomplies dans ce pays et des périodes reconnues équivalentes à des périodes d'assurance en vertu de la législation de ce pays, à condition que le montant de la pension ainsi calculée donne un résultat équivalent au montant de la pension calculée selon les règles visées au 1°) à 4°) du § 1er.

#### ARTICLE 21

& 1. - Lorsqu'un assuré, compte tenu de la totalité des périodes visées à l'article 19, ne remplit pas au même moment les conditions exigées par les législations des deux pays, son droit à pension est établi, au regard de chaque législation, au fur et à mesure qu'il remplit ces conditions.

& 2. - Les périodes pendant lesquelles une pension est servie par le pays dans lequel les conditions sont remplies en vertu du paragraphe 1 sont assimilées, pour l'ouverture des droits au regard de la législation de l'autre pays, à des périodes d'assurance du premier pays.

& 3. - Dans le cas visé au paragraphe 1, la pension déjà liquidée est révisée conformément aux dispositions de l'article 20 à partir de la date à laquelle le droit à la pension est établi au regard de la législation de l'autre pays contractant.

#### ARTICLE 22

Par dérogation aux dispositions des articles 19 et 20, l'octroi aux ouvriers mineurs de la pension anticipée prévu par la législation belge est réservé aux intéressés qui remplissent les conditions exigées par ladite législation, compte tenu de leurs services dans les seules mines de charbon belges.

#### ARTICLE 23

Tout assuré, au moment où s'ouvre son droit à pension, peut renoncer au bénéfice des dispositions des articles 19 et 20 de la présente Convention. Les prestations auxquelles il peut prétendre au titre de chacune des législations nationales sont alors liquidées séparément par les institutions intéressées, indépendamment des périodes d'assurance ou reconnues équivalentes accomplies dans l'autre pays.

ARTICLE 24

& 1. - Les dispositions des articles 19, 20, 21 et 23 s'appliquent par analogie pour les pensions aux survivants.

& 2. - La pension de veuve est éventuellement répartie, également et définitivement, entre les bénéficiaires, dans les conditions prévues par le statut personnel de l'assuré.

Chapitre 4 - Dispositions communes aux chapitres 2 et 3

ARTICLE 25

Si la législation de l'un des pays contractants subordonne à des conditions de résidence, le paiement des pensions ou indemnités d'invalidité ou des pensions de vieillesse et de survie, qu'elles soient dues en application de l'article 20 ou calculées en fonction des seules périodes d'assurance accomplies en vertu de cette législation, lesdites conditions de résidence ne sont pas opposables aux ressortissants marocains ou belges, tant qu'ils résident dans l'un des deux pays contractants.

ARTICLE 26

L'introduction d'une demande de prestation à l'un des institutions auprès de laquelle l'intéressé a été assuré, est considérée comme valable par les autres institutions compétentes.

Chapitre 5 - Prestations familiales

ARTICLE 27

& 1. - Si la législation nationale subordonne l'ouverture du droit aux prestations familiales à l'accomplissement de périodes de travail ou assimilées, il est tenu compte des périodes effectuées tant dans l'un que dans l'autre pays.

& 2. - Les travailleurs marocains qui sont occupés en Belgique et dont les enfants sont élevés au Maroc ont droit aux allocations familiales proprement dites, à l'exclusion de toute allocation spéciale ou majorée, résultant de la législation belge.

Un Arrangement administratif déterminera notamment les catégories d'enfants bénéficiaires, les conditions d'octroi et les taux des allocations familiales, ainsi que les périodes pour lesquelles ces allocations seront accordées.

& 3. - Les travailleurs belges occupés au Maroc et dont les enfants sont élevés en Belgique ont droit aux allocations familiales résultant de la législation marocaine.

Un Arrangement administratif déterminera notamment les catégories d'enfants bénéficiaires, les conditions d'octroi et les taux des allocations familiales, ainsi que les périodes pour lesquelles ces allocations seront accordées.

Chapitre 6 - Prestations en cas d'accident du travail  
ou de maladie professionnelle

ARTICLE 28

Si la législation de l'un des pays contractants subordonne à des conditions de résidence le paiement des prestations dues en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle, lesdites conditions de résidence ne sont pas opposables aux ressortissants marocains ou belges, tant qu'ils résident dans l'un des deux pays contractants.

ARTICLE 29

Les prestations prévues par la législation belge dont l'octroi est subordonné à une condition de besoin, ne sont servies qu'aux bénéficiaires résidant en Belgique.

ARTICLE 30

Les prestations, en cas de maladie professionnelle susceptible d'être réparée en vertu de la législation des deux pays contractants ne sont accordées qu'au titre de la législation du pays sur le territoire duquel l'emploi susceptible de provoquer une maladie professionnelle de cette nature a été exercé en dernier lieu et sous réserve que l'intéressé remplisse les conditions prévues par cette législation, compte tenu, le cas échéant, des dispositions de l'article 32 ci-dessous.

ARTICLE 31

Si la législation d'un pays contractant subordonne l'octroi des prestations de maladie professionnelle à la condition qu'une activité susceptible de provoquer une telle maladie ait été exercée pendant une durée déterminée, les périodes pendant lesquelles le travailleur a exercé une activité de même nature dans l'autre pays, sont également prises en considération pour la détermination de l'ouverture du droit aux prestations.

ARTICLE 32

& I. - Pour apprécier le degré d'incapacité permanente résultant d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, au regard de la

législation marocaine ou belge, les accidents du travail ou les maladies professionnelles survenus antérieurement, sous la législation de l'autre pays, sont pris en considération comme s'ils étaient survenus sous la législation du premier pays.

& 2. - Lorsque, en cas d'aggravation d'une maladie professionnelle, un travailleur qui bénéficie ou qui a bénéficié d'une réparation pour une maladie professionnelle en vertu de la législation de l'un des pays contractants fait valoir, pour une maladie professionnelle de même nature, des droits à prestations en vertu de la législation de l'autre pays, les règles suivantes sont applicables :

- a) - Si le travailleur n'a pas exercé sur le territoire de ce dernier pays un emploi susceptible de provoquer la maladie professionnelle ou de l'aggraver, l'institution d'affiliation du premier pays reste tenue de prendre à sa charge les prestations en vertu de sa propre législation, compte tenu de l'aggravation ;
- b) - Si le travailleur a exercé, sur le territoire de ce dernier pays un tel emploi, l'institution d'affiliation du premier pays reste tenue de servir les prestations en vertu de sa propre législation, compte non tenu de l'aggravation ; l'institution d'affiliation de l'autre pays octroie au travailleur le supplément dont le montant est déterminé selon la législation de ce second pays et correspond à la majoration du taux d'incapacité de travail.

& 3. - Lorsque l'intéressé réside sur le territoire du pays contractant autre que celui où le travailleur a contracté la maladie professionnelle, la demande de prestations peut être introduite auprès de l'institution compétente du pays de résidence de l'intéressé. Dans ce cas, la demande doit être établie dans les formes et conditions exigées par la législation du pays où la maladie professionnelle a été contractée.

#### ARTICLE 33

En cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle suivis de mort, la rente due au conjoint survivant est, le cas échéant, répartie également et définitivement entre les bénéficiaires, dans les conditions prévues par le statut personnel de la victime.

#### ARTICLE 34

1°/ - Les travailleurs salariés ou assimilés devenus victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle sur le territoire de l'un des pays contractants et qui transfèrent leur résidence sur le territoire de l'autre pays, bénéficient des prestations en nature à la charge de l'institution compétente

- 2°/ - Les travailleurs doivent, avant de transférer leur résidence, obtenir l'autorisation de l'institution d'affiliation, laquelle tient dûment compte des motifs de ce transfert.
- 3°/ - Les prestations en nature prévues au paragraphe 1er sont servies par l'institution du lieu de la nouvelle résidence, dans les conditions à déterminer par arrangement administratif. Toutefois la durée du service des prestations est déterminée suivant les dispositions de la législation appliquée par l'institution compétente.
- 4°/ - Dans le cas visé au paragraphe 1er, l'octroi des prothèses, du grand appareillage et d'autres prestations en nature d'une grande importance est subordonné, sauf en cas d'urgence absolue, à la condition que l'institution d'affiliation en donne l'autorisation.
- 5°/ - Les prestations en nature servies dans le cas visé au paragraphe 1er font l'objet d'un remboursement aux institutions qui les ont servies par l'institution compétente, selon des modalités qui seront déterminées par arrangement administratif.

#### ARTICLE 35

Tout accident du travail ou maladie professionnelle survenu à un travailleur marocain en Belgique ou à un travailleur belge au Maroc et qui a occasionné ou qui est de nature à occasionner soit la mort, soit une incapacité permanente, totale ou partielle, doit être notifié par l'employeur ou par les institutions compétentes aux autorités consulaires locales du pays auquel ressortit la victime

#### Chapitre 7 - Prestations en cas de chômage

#### ARTICLE 36

Les travailleurs salariés ou assimilés aux salariés de l'un des pays contractants, se rendant sur le territoire de l'autre bénéficient dans le pays de leur nouveau lieu de travail des prestations prévues par la législation relative au soutien des chômeurs involontaires, à la condition d'avoir commencé une période d'assurance dans le cadre d'un emploi dont l'exercice a été autorisé conformément à la législation relative à l'occupation des travailleurs étrangers. Pour établir le droit aux prestations de l'assurance contre le chômage dans l'un des pays contractants, les périodes d'assurance et les périodes assimilées accomplies en vertu de la législation de ce pays sont totalisées avec les périodes d'assurance et les périodes assimilées accomplies en vertu de la législation de l'autre pays.

Un arrangement administratif fixera la date et les modalités d'application des dispositions du présent article.

Chapitre 8 - Indemnités ou allocations funéraires

ARTICLE 37

& 1. - Les travailleurs salariés ou assimilés qui se rendent d'un pays dans l'autre, ouvriront droit aux indemnités ou allocations funéraires prévues par la législation du pays du nouveau lieu de travail, pour autant que :

1°/ - Ils aient effectué dans ce pays un travail salarié ou assimilé ;

2°/ - Ils remplissent, au moment du décès, les conditions requises pour le bénéfice des prestations au regard de la législation du pays de leur nouveau lieu de travail, compte tenu de la période d'assurance dans le pays qu'ils ont quitté et la période postérieure à leur assujettissement à la législation du pays de leur nouveau lieu de travail.

& 2. - En cas de décès d'une personne bénéficiant d'une pension de vieillesse ou d'invalidité des institutions compétentes des deux pays contractants par totalisation des périodes d'assurance, l'allocation ou l'indemnité funéraire est due par l'institution compétente du pays dans lequel le travailleur avait été assuré en dernier lieu, si, en tenant compte des périodes totalisées, les conditions exigées par la législation de ce pays sont remplies.-

& 3. - En cas de décès d'une personne bénéficiant d'une pension de vieillesse ou d'invalidité ou d'une indemnité auprès de l'institution d'un seul pays contractant ou d'une prestation due en vertu de la législation belge ou marocaine relative aux accidents du travail ou aux maladies professionnelles, l'allocation ou l'indemnité funéraire est due par l'institution compétente du pays débiteur de la pension ou de la prestation, si les conditions exigées par la législation de ce pays sont remplies.

Si le décès est dû à une maladie professionnelle et que le droit à l'allocation ou à l'indemnité funéraire est ouvert dans les deux pays, cette allocation ou cette indemnité est servie par l'institution compétente du pays où le travailleur a été exposé en dernier lieu au risque de la maladie professionnelle.

TITRE III - DISPOSITIONS DIVERSES



ARTICLE 38

& 1. - Les autorités administratives ainsi que les institutions d'assurance ou de sécurité sociale des deux pays contractants se prêteront mutuellement leurs bons offices, dans la même mesure qu'il s'agissait de l'application de leurs propres régimes.

Un arrangement administratif déterminera les autorités et institutions de chacun des deux pays contractants qui seront habilitées à correspondre directement entre elles à cet effet, ainsi qu'à centraliser, le cas échéant, les demandes des intéressés et les versements de prestations.

& 2. - Ces autorités et institutions pourront subsidiairement recourir, dans le même but, à l'intervention des autorités diplomatiques et consulaires de l'autre pays.

& 3. - Les autorités diplomatiques et consulaires de l'un des deux pays peuvent intervenir directement auprès des autorités administratives de l'autre pays, en vue de recueillir tous renseignements utiles pour la défense des intérêts de leurs ressortissants.

ARTICLE 39

& 1. - Le bénéfice des exemptions du droit d'enregistrement, de greffe, de timbre et de taxes consulaires prévues par la législation de l'un des pays contractants pour les pièces à produire aux autorités, institutions ou juridictions de ce pays, est étendu aux pièces correspondantes à produire pour l'application de la présente Convention, aux autorités, institutions ou juridictions de l'autre pays.

& 2. - Pour l'application du présent article, ainsi que des articles 40 et 41, le terme "juridiction" désigne pour les deux pays contractants, les juridictions administratives compétentes en matière de sécurité sociale.

& 3. - Tous actes, documents et pièces quelconques à produire pour l'exécution de la présente Convention sont dispensés du visa de légalisation des autorités diplomatiques et consulaires.

ARTICLE 40

Les communications adressées pour l'application de la présente Convention par les bénéficiaires de cette Convention ou par les autorités, institutions ou juridictions aux autorités, institutions ou juridictions de l'autre pays seront rédigées dans l'une des langues officielles des deux pays.

ARTICLE 41

Les demandes et les recours qui devraient être introduits dans un délai déterminé auprès d'une autorité, d'une institution ou d'une juridiction d'un des pays contractants compétentes pour recevoir les demandes ou les recours en matière de sécurité sociale, sont considérés comme recevables s'ils sont présentés dans le même délai auprès d'une autorité, d'une institution ou d'une juridiction correspondante de l'autre pays. Dans ce cas, cette dernière autorité, institution ou juridiction devra transmettre, sans retard, ces demandes ou ces recours.

Les autorités compétentes de chaque pays devront désigner les autorités et organismes habilités à recevoir valablement les demandes et recours.

ARTICLE 42

& I. - Les autorités administratives compétentes des pays contractants arrêteront d'un commun accord les mesures nécessaires à l'exécution et à l'application de la présente Convention.

Les mêmes autorités administratives se communiqueront en temps utile les modifications survenues dans la législation ou la réglementation de leurs pays concernant les régimes énumérés à l'article 2.

& 2. - Les autorités administratives compétentes de chacun des pays contractants se communiqueront les autres dispositions prises en vue de l'exécution de la présente Convention à l'intérieur de leur propre pays.

ARTICLE 43

Sont considérés dans chacun des pays contractants, comme autorités administratives compétentes au sens de la présente Convention :

- Au Maroc : Le Ministre du Travail et des Affaires Sociales.
- En Belgique : Le Ministre de la Prévoyance Sociale.

ARTICLE 44

& I. - Les institutions débitrices de prestations en vertu de la présente Convention s'en libéreront valablement dans la monnaie de leur pays.

Au cas où des mesures de restriction des changes seraient arrêtées dans l'un ou l'autre des deux pays contractants, des dispositions seraient prises aussitôt, d'accord entre les deux Gouvernements, pour assurer, conformément aux dispositions de la présente Convention, les transferts des sommes dues de part et d'autre.

& 2. - L'institution débitrice de rentes ou pensions dont le montant mensuel est inférieur à une somme à déterminer par échange de lettres entre les autorités administratives compétentes des deux pays contractants, peut payer lesdites rentes et pensions trimestriellement, semestriellement ou annuellement.

Avec l'accord de l'intéressé elle peut également procéder au rachat, moyennant le paiement d'une somme représentant leur valeur en capital, des rentes ou pensions dont le montant mensuel est inférieur à une somme fixée par échange de lettres tel qu'il est prévu à l'alinéa précédent.

ARTICLE 45

Le transfert des prestations dues au titre des législations sur la sécurité sociale, à des bénéficiaires résidant dans l'un des pays contractants, sera effectué suivant les modalités définies dans un Arrangement administratif conclu entre les autorités administratives compétentes des pays contractants.

ARTICLE 46

& 1. - Pour l'appréciation de l'incapacité de travail et du degré d'invalidité les institutions d'assurance de chaque pays font état des constatations médicales et des renseignements recueillis par les institutions d'assurances de l'autre pays.

& 2. - Les autorités compétentes régleront par Arrangement administratif les modalités du contrôle médical nécessaires à l'application tant de la présente Convention que des législations de sécurité sociale des deux pays.

ARTICLE 47

Les formalités que les dispositions légales ou réglementaires de l'un des pays contractants pourraient prévoir pour le service en dehors de son territoire, des prestations dispensées par ses institutions de sécurité sociale, s'appliqueront également, dans les mêmes conditions qu'à leurs ressortissants, aux personnes admises au bénéfice de ces prestations en vertu de la présente Convention.

ARTICLE 48

Les difficultés relatives à l'interprétation et à l'application de la présente Convention seront réglées, d'un commun accord, par les autorités administratives compétentes des pays contractants.

ARTICLE 49

& 1. - Toute période d'assurance ou période assimilée, accomplie en vertu de la législation de l'un des pays avant la date d'entrée en vigueur de la présente convention est prise en considération pour la détermination du droit aux prestations s'ouvrant conformément aux dispositions de la présente Convention.

& 2. - Une prestation est due en vertu de la présente Convention même si elle se rapporte à un événement antérieur à la date de son entrée en vigueur. A cet effet, toute prestation qui n'a pas été liquidée ou qui a été suspendue à cause de la nationalité de l'intéressé ou en raison de sa résidence sur le territoire de l'un des deux pays, sera, à la demande de l'intéressé, liquidée ou rétablie à partir de l'entrée en vigueur de la présente Convention, sous réserve que les droits antérieurement liquidés n'aient pas donné lieu à un règlement en capital.

& 3. - Les droits des intéressés ayant obtenu, antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente Convention, la liquidation d'une pension ou rente, pourront être révisés à leur demande. La révision aura pour effet d'accorder aux bénéficiaires à partir de l'entrée en vigueur de la présente Convention, les mêmes droits que si la Convention avait été en vigueur au moment de la liquidation. La demande de révision doit être introduite dans un délai de deux ans, à compter de l'entrée en vigueur de la présente Convention.

& 4. - Quant au droit résultant de l'application des paragraphes 2 et 3 du présent article, des dispositions prévues par les législations des deux pays contractants en ce qui concerne la déchéance et la prescription des droits, ne sont pas opposables aux intéressés si la demande visée aux paragraphes 2 et 3 du présent article est présentée dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente Convention. Si la demande est présentée après l'expiration de ce délai, le droit aux prestations qui n'est pas frappé de déchéance ou qui n'est pas prescrit, est acquis à partir de la date de la demande à moins que des dispositions plus favorables de la législation d'un des deux pays ne soient applicables.

ARTICLE 50

& 1. - La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification en seront échangés, aussitôt que possible à BRUXELLES.

& 2. - Elle entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit l'échange des instruments de ratification.

ARTICLE 51

& 1. - La présente Convention est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être dénoncée par chacun des pays contractants. La dénonciation devra être notifiée au plus tard six mois avant l'expiration de chaque année civile considérée ; la Convention cessera alors d'être en vigueur à la fin de cette année.

& 2. - En cas de dénonciation, les stipulations de la présente Convention resteront applicables aux droits acquis, nonobstant les dispositions restrictives que les régimes intéressés prévoiraient pour le cas de séjour à l'étranger d'un bénéficiaire.

& 3. - En ce qui concerne les droits en cours d'acquisition afférents aux périodes d'assurance accomplies antérieurement à la date à laquelle la présente Convention cessera d'être en vigueur, les stipulations de cette Convention resteront applicables dans les conditions qui seront définies d'un commun accord par les pays contractants.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

FAIT à Rabat, le 24 juin 1968.

en double exemplaire en langue française.

POUR LE ROYAUME DE BELGIQUE :

POUR LE ROYAUME DU MAROC

Jean de Lassus, frère

M. 17

[TRANSLATION – TRADUCTION]

GENERAL AGREEMENT ON SOCIAL SECURITY BETWEEN THE KINGDOM OF  
BELGIUM AND THE KINGDOM OF MOROCCO

(Entry into force: 1 August 1971 - Moniteur belge: 25 June 1971)

His Majesty the King of the Belgians

and

His Majesty the King of Morocco,

Desirous of guaranteeing that the social security laws in force in the two contracting States cover the individuals to whom those laws apply or have applied, have resolved to conclude an Agreement and, to that effect, have appointed their plenipotentiaries, namely:

His Majesty the King of the Belgians;

His Excellency Mr. Jean de Bassompierre, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of Belgium in Rabat;

His Majesty the King of Morocco;

His Excellency Mr. Abdeslam Benaïssa, Minister of Labour and Social Affairs of Morocco, who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed as follows:

TITLE I – GENERAL PROVISIONS

*Article 1*

Belgian and Moroccan employed persons or persons regarded as such pursuant to the social security laws listed in article 2 of this Agreement shall be subject respectively to those laws, applying in Morocco or in Belgium, and shall be covered, together with their beneficiaries, by those laws, under the same conditions as nationals of each of those States.

*Article 2*

1. The social security laws to which this Agreement applies are:
  1. for Morocco:
    - a) the laws on the social security scheme;
    - b) the laws on accidents at work and occupational diseases;
    - c) legislative, regulatory or statutory provisions approved by the public authority and relating to specific social security schemes insofar as they cover employed persons or those regarded as such and insofar as they relate to current risks and benefits of the laws on social security schemes.
  2. For Belgium:

- a) the laws on sickness and disability insurance for employed persons and members of the merchant navy, and the laws on disability pensions for mine workers and those regarded as such;
- b) the laws on retirement and survivors' pensions for employed persons;
- c) the laws on family allowances for employed persons;
- d) the laws on accidents at work, including those relating to seafarers;
- e) the laws on occupational diseases;
- f) the laws on involuntary unemployment.

2. The provisions of this Agreement shall apply to members of the merchant navy following the conclusion of an Arrangement between the contracting countries;

3. This Agreement shall also apply to any future legislative or regulatory acts amending or supplementing the laws listed in paragraph 1 of this article.

However, it shall not apply:

- a) to legislative or regulatory acts covering a new field of social security, unless the contracting countries conclude an Arrangement to that effect;
- b) to future legislative or regulatory acts extending the existing provisions to new categories of beneficiaries, unless the Government of the country amending its laws is not opposed and unless the Government of the other country has been notified of that lack of opposition within three months of the date of official publication of those acts.

### *Article 3*

1. Employed persons and persons regarded as such by the laws applicable in each of the contracting countries who are employed in the territory of one of those countries shall be subject to the laws in force in the location of their work.

2. The principle established in paragraph 1 of this article shall be subject to the following exemptions:

- a) Employed persons or persons regarded as such working in a country other than their country of habitual residence for an enterprise which has, in that country of residence, a presence to which the persons concerned are usually attached, shall remain subject to the laws in force in the country which is that of their habitual place of work, provided that their employment in the territory of the second country does not extend beyond twelve months; if the duration of their employment exceeds twelve months, having been extended for unforeseeable reasons beyond the duration initially planned, the application of the laws in force in the country which is that of their habitual place of work may, exceptionally, be renewed for a maximum of twelve months with the agreement of the competent authorities of the country which is that of their temporary place of work;
- b) Itinerant staff of public or private transportation enterprises of one of the contracting countries shall be subject exclusively to the provisions in force in the country in which the enterprise has its headquarters;

- c) Employed persons or persons regarded as such working for an official administrative department and who have been seconded by and on behalf of one of the contracting countries shall remain subject to the laws in force in the country from which they have been seconded.

3. The competent administrative authorities of the contracting countries may, by agreement with each other, establish exceptions to the rules set out in paragraph 1 of this article. They may also agree that the exceptions set out in paragraph 2 will be inapplicable in certain specific cases.

#### *Article 4*

1. The provisions of this Agreement shall not apply to career diplomatic and consular agents, including officials in the chancery service.

2. The provisions of article 3, paragraph 1, shall apply to employed persons and persons regarded as such, whatever their nationality, serving in Moroccan or Belgian diplomatic or consular posts, or who are personal staff of those serving in such posts.

However, such employed persons or persons regarded as such, if they are nationals of the State represented by the diplomatic or consular post, may choose which is to apply: the laws of their country of origin or the laws of their place of work. This right to choose may be exercised only once, and within a deadline to be determined through an Administrative Arrangement.

#### *Article 5*

If the laws of one of the contracting countries provides that a benefit must be reduced, eliminated or suspended if it is aggregated with a social security benefit or with remuneration, the benefit acquired pursuant to the laws of the other contracting country or the remuneration obtained in the territory of the other contracting country can also be invoked against the recipient of the benefit.

However, this rule shall not apply to cases in which benefits are acquired in accordance with the provisions of article 14 and Title II, Chapter 3, of this Agreement.

### TITLE II - SPECIAL PROVISIONS. CHAPTER 1: SICKNESS AND MATERNITY BENEFITS

#### *Article 6*

Employed persons and persons regarded as such, as well as their beneficiaries, who travel from Morocco to Belgium or vice versa shall receive sickness insurance benefits in the country of their new place of work, provided that those persons:

1. were fit for work when they last entered the territory of that country;
2. were employed, or regarded as employed, in that country;
3. fulfil the eligibility conditions for these benefits under the laws of the country of their new place of work, taking into account the insured period in the country which they left and the period following their becoming subject to the laws of the country of their new place of work.



*Article 7*

Employed persons and persons regarded as such, as well as their beneficiaries, who travel from Morocco to Belgium or vice versa shall receive maternity insurance benefits in the country of their new place of work, provided that those persons:

1. were employed, or regarded as employed, in that country;
2. fulfil the eligibility conditions for these benefits under the laws of the country of their new place of work, taking into account the insured period in the country which they left and the period following their becoming subject to the laws of the country of their new place of work.

*Article 8*

Aggregation of the periods referred to in articles 6, 3), 7, 2) and 37, paragraph 1, 2), applies only if employment in the country of the new place of work begins within one month of the date of entry into that country.

*Article 9*

Beneficiaries of employed persons and persons regarded as such entitled to benefits under the laws of the country of enrolment shall receive benefits in kind from sickness and maternity insurance if they reside in the territory of the contracting country which is not the country of enrolment of the employed person provided that they are not entitled to benefits in kind under the laws of the country of residence.

An Administrative Arrangement shall determine the acquisition of entitlement to the benefits referred to, the beneficiaries, the scope and modalities of the provision of benefits, the rates of and modalities for reimbursement and the date of entry into effect of the provisions of this article.

*Article 10*

Employed persons and persons regarded as such granted benefits in cash pursuant to the laws of one of the contracting countries and residing in the territory of that country shall retain that benefit when transferring their residence to the other country, provided that the competent institution of the country of enrolment allows that transfer.

They and their beneficiaries shall receive benefits in kind from the sickness and maternity insurance; an Administrative Arrangement shall determine the acquisition of entitlement to the benefits referred to, the beneficiaries, the scope and modalities of the provision of benefits, the rates of and modalities for reimbursement and the date of entry into effect of the provisions of this article.

*Article 11*

Employed persons and persons regarded as such who are enrolled with a social security institution of one of the contracting countries and who reside in the territory of that country shall receive benefits in cash during a stay in the other country not exceeding a duration to be

determined if their condition, as a result of illness or hospitalization, prevents them from returning to the country of their place of work.

The employed persons referred to in paragraph 1, and beneficiaries accompanying them, shall receive benefits in kind, provided at the expense of the institution of enrolment.

#### *Article 12*

The employed persons and persons regarded as such referred to in article 3, paragraph 2 a) and b), and in article 4, paragraph 2, and beneficiaries accompanying them, shall receive benefits from sickness and maternity insurance for the duration of their stay in the country of employment.

The modalities of the provision of those benefits shall be established through an Administrative Arrangement.

CHAPTER 2. INVALIDITY BENEFITS OTHER THAN THOSE PROVIDED IN THE EVENT OF ACCIDENTS AT WORK. OF OCCUPATIONAL DISEASE. ARTICLE 13. 1. IN THE CASE OF EMPLOYED PERSONS OR PERSONS REGARDED AS SUCH WHO HAVE BEEN ENROLLED FOR SUCCESSIVE OR ALTERNATING PERIODS IN THE TWO CONTRACTING COUNTRIES IN ONE OR MORE DISABILITY INSURANCE SCHEMES, THE INSURED PERIODS COMPLETED UNDER THOSE SCHEMES OR THE PERIODS RECOGNIZED AS EQUIVALENT TO INSURED PERIODS UNDER THOSE SCHEMES SHALL BE AGGREGATED UNDER THE CONDITIONS ESTABLISHED IN ARTICLE 19, BOTH FOR ACQUISITION OF ENTITLEMENT TO BENEFITS IN CASH OR IN KIND AND FOR THE RETENTION OR REACQUISITION OF THAT ENTITLEMENT.

2. Benefits in cash from disability insurance shall be disbursed in accordance with the laws applying to the individual concerned at the time that the inability to work followed by disability arose, and shall be borne by the competent institution under the terms of those laws.

#### *Article 14*

As an exception to the provisions of article 13, paragraph 2, and unless article 23 is applied, entitlement to disability benefits on the part of persons who have been employed in mines in Belgium or Morocco shall be determined in accordance with the rules established in article 20 in instances in which, in the light of the aggregated periods, those persons fulfil the conditions established in the special Belgian laws regarding disability of mine workers and those regarded as such, and provided that the insured periods, in each of the two countries, reach the one-year minimum established in paragraph 1, point 5, of that article;

#### *Article 15*

If, on the date on which the inability to work followed by disability arose, the insured person referred to in article 14 was employed in the country which is not the country of the institution liable, account shall be taken, in determining the amount of the disability pension or allowance, of the wage paid in the country of the institution liable to workers in the occupational category to which the person concerned belonged on that date;

*Article 16*

1. If, following suspension of a disability pension or allowance, the insured person reacquires entitlement, the provision of benefits shall be resumed by the institution liable for the pension or allowance originally granted, if the disability is attributable to the inability to work which led to the granting of the pension or allowance.

2. If, following the elimination of a disability pension or allowance, the condition of the insured person justifies the granting of a disability pension or allowance, that pension or allowance shall be disbursed in accordance with the rules established in article 13, where necessary taking account of the provisions of article 14.

*Article 17*

For the acquisition of an entitlement to a disability pension or allowance, the period during which the person concerned should have received benefits in cash under the sickness insurance prior to the granting of the disability pension or allowance shall invariably be that established in the laws to which that person was subject at the time at which the inability to work followed by disability arose.

*Article 18*

Where appropriate, the disability pension or allowance shall be converted to an old-age pension at the time at which the conditions required by the laws resulting in its granting are fulfilled.

Where appropriate, the provisions of Chapter 3 below shall apply:

CHAPTER 3. OLD-AGE BENEFITS AND DEATH BENEFITS (PENSIONS) OTHER THAN THOSE PROVIDED IN THEEV. NT OF AN ACCIDENT AT WORK OR OCCUPATIONAL DISEASE

*Article 19*

1. In the case of employed persons or persons regarded as such who have been enrolled for successive or alternating periods in the two contracting countries in one or more old-age or death insurance (pension) schemes, the insured periods completed under those schemes or the periods recognized as equivalent to insured periods under those schemes shall be aggregated, provided that they do not overlap, both for acquisition of entitlement to benefits and for the retention or reacquisition of that entitlement.

The periods to be taken into account as equivalent to insured periods shall be, in the case of each country, the periods so considered by the laws of that country.

Any period recognized as equivalent to an insured period under both Moroccan and Belgian laws shall be taken into account for the disbursement of benefits by the institutions of the country in which the person concerned last worked prior to the period concerned.

2. Where the laws of one of the contracting countries make the granting of particular benefits conditional on insured periods being completed in a particular occupation, only the

periods completed, or recognized as such, in the same occupation in the other country shall be aggregated for entitlement to those benefits.

Where the laws of one of the contracting countries make the granting of particular benefits conditional on insured periods being completed in a particular occupation, and where the periods completed have not conferred entitlement to those benefits, those periods shall be considered valid for the disbursement of benefits established for workers in the case of Belgium and for the general social security scheme in the case of Morocco.

#### *Article 20*

1. The benefits that an insured person may seek to claim from each of the entities concerned shall be disbursed as follows:

1. Each institution shall determine whether the person concerned fulfils the conditions required to be entitled to benefits in the light of its own laws, taking into account the aggregation of insured periods or periods regarded as such referred to in article 19 under the laws of the other country.

2. If entitlement is established, the institution on whose account the entitlement is acquired shall determine officially the amount of the benefits to which the person concerned would be entitled if all the insured periods, or periods recognized as equivalent, aggregated according to the procedures indicated in article 19, had been completed exclusively under the laws which it applies.

3. Using as a basis the amount determined in accordance with the procedure indicated in point 2 above, the institution on whose account the entitlement is acquired shall establish the amount owed by operating a pro-rata calculation of the duration of the insured periods or periods recognized as equivalent pursuant to the laws that it applies, against the overall duration of the insured periods or periods recognized as equivalent pursuant to the laws of the two countries. The amount so calculated shall be the benefit owed to the person concerned by the relevant institution.

4. In calculating the amount of the benefits, each institution shall take into consideration only the wages declared for the insured periods or periods recognized as equivalent pursuant to the laws that it applies.

5. No benefit shall be assumed by an institution if the insured periods completed under the laws by which it is governed fail to reach a total of one year including the annual minimum of actual days worked or regarded as such under those laws; in such cases the institution of the other country shall cover in full the benefits to which the insured person is entitled in accordance with the laws governing that institution, taking account of the total of those periods.

2. If the laws of one of the contracting countries do not make entitlement to a pension conditional on the completion of a contribution period, but rather to entitlement accumulated year by year, the entity concerned in that country may calculate entitlement to a pension directly and exclusively as a function of the insured periods completed in that country and periods recognized as equivalent to insured periods under the laws of that country, provided that the pension amount so calculated results in an amount equivalent to the pension calculated in accordance with the rules established in points 1 - 4 of paragraph 1;

*Article 21*

1. If an insured person, in the light of the aggregate of the periods referred to in article 19, fails to fulfil the conditions required by the laws of the two countries at the same time, that person's entitlement to a pension shall be established, in the light of the laws of each, in line with the pace of the person's fulfilment of those conditions.

2. The periods during which a pension is provided by the country in which the conditions are fulfilled in accordance with paragraph 1 shall be treated, for acquisition of entitlement under the laws of the other country, as insured periods from the first of the two countries.

3. In the case referred to in paragraph 1, the pension already disbursed shall be revised in accordance with the provisions of article 20 from the date on which entitlement to a pension is established under the laws of the other contracting country.

*Article 22*

As an exception to the provisions of articles 19 and 20, the granting to miners of the early pension provided for in Belgian law shall be reserved for those who fulfil the conditions required by that law, only taking account of their service in Belgian coalmines.

*Article 23*

All insured persons may, at the time that they acquire entitlement to a pension, renounce the benefits indicated in articles 19 and 20 of this Agreement. The benefits which those persons may seek to claim under each body of national laws shall then be disbursed separately by the institutions concerned, irrespective of the insured periods, or periods recognized as equivalent, completed in the other country.

*Article 24*

1. The provisions of articles 19, 20, 21 and 23 shall apply *mutatis mutandis* to survivors' pensions.

2. A widow's pension may be divided equally and definitively between the beneficiaries, in accordance with the conditions determined by the personal status of the insured person.

CHAPTER 4. PROVISIONS COMMON TO CHAPTERS 2 AND 3

*Article 25*

If the laws of one of the contracting countries make the payment of disability pensions or allowances or old-age or survivors' pensions conditional on residence, whether those payments are due pursuant to article 20 or are calculated in the light only of insured periods completed in accordance with those laws, the residence conditions referred to shall not be applied to Moroccan or Belgian nationals as long as they reside in one of the contracting countries.

*Article 26*

The presentation of a request for benefits to one of the institutions with which the person concerned has been insured shall be regarded as valid for other competent institutions.

CHAPTER 5. FAMILY BENEFITS

*Article 27*

1. If national laws make the acquisition of entitlement to family benefits conditional on the completion of periods of work or periods regarded as such, account shall be taken of completed periods in both countries.

2. Moroccan workers employed in Belgium with children raised in Morocco shall be entitled to the payments termed family allowances, excluding any special or extra allowance resulting from Belgian laws.

An Administrative Arrangement shall determine, inter alia, the categories of child beneficiaries, the conditions for granting family allowances and the rate at which they are paid, and the period for which those allowances are granted.

3. Belgian workers employed in Morocco with children raised in Belgium shall be entitled to the family allowances resulting from Moroccan laws.

An Administrative Arrangement shall determine, inter alia, the categories of child beneficiaries, the conditions for granting family allowances and the rate at which they are paid, and the period for which those allowances are granted.

CHAPTER 6. BENEFITS FOR ACCIDENTS AT WORK OR OCCUPATIONAL DISEASES

*Article 28*

If the laws of one of the contracting countries make the payment of benefits for accidents at work or occupational diseases conditional on residence, the residence conditions referred to shall not be applied to Moroccan or Belgian nationals as long as they reside in one of the contracting countries.

*Article 29*

Benefits established under Belgian law whose granting is made conditional on the existence of a condition of need shall be provided only to beneficiaries resident in Belgium.

*Article 30*

Benefits for occupational diseases liable to be the subject of compensation granted under the laws of the two contracting countries shall be provided only under the laws of the country on whose territory the occupation capable of giving rise to an occupational disease of that kind was

last exercised, and provided that the person concerned fulfils the conditions established by those laws, taking account where appropriate of the provisions of article 32.

*Article 31*

If the laws of one of the contracting countries make the payment of benefits for an occupational disease conditional on an occupation capable of giving rise to an occupational disease of that kind being exercised for a particular period of time, account shall also be taken of the periods for which the worker exercised an occupation of the same kind in the other country for the purpose of determining the acquisition of entitlement to benefits.

*Article 32*

1. In order to assess the degree of permanent disability resulting from an accident at work or from occupational disease under Moroccan or Belgian law, accidents at work or occupational diseases which occurred previously under the laws of the other country shall be considered as if they had occurred under the legislation of the first of the two countries.

2. The following rules shall apply in instances in which, as a result of the worsening of an occupational disease, a worker receiving or having received compensation for an occupational disease under the laws of one of the contracting countries claims entitlement, for an occupational disease of the same kind, to benefits under the laws of the other country:

- a) If the employed person has not exercised in the territory of the second of those countries an occupation capable of provoking or worsening the occupational disease, the institution of enrolment in the first of those countries shall remain liable to assume the benefits under that country's own laws, taking account of the worsening;
- b) If the employed person has exercised such an occupation in the territory of that country, the institution of enrolment in the first of those countries shall remain liable to provide those benefits under that country's own laws, not taking account of the worsening; the institution of enrolment in the other country shall grant the employed person a supplement whose amount shall be determined under the laws of the second of the two countries and which corresponds to an increase in the degree of incapacity to work.

3. Where the person concerned resides in the territory of the contracting country other than that in which the worker contracted the occupational disease, the claim for benefits may be submitted to the competent institution of the country of residence of the person concerned. In this case, the claim must be drawn up in the manner and under the conditions required by the laws of the country in which the occupational disease was contracted.

*Article 33*

In the event of an accident at work or occupational disease followed by death, the income due to the surviving spouse shall where appropriate be divided equally and definitively between the beneficiaries, in accordance with the conditions determined by the personal status of the victim.

*Article 34*

1. Employed persons or persons regarded as such who suffer an accident at work or an occupational disease in the territory of one of the contracting countries and who transfer their residence to the territory of the other country shall receive benefits in kind borne by the competent institution.

2. Before transferring their place of residence, employees must obtain authorization from the institution of enrolment, which shall take due account of the reasons for the transfer.

3. The benefits in kind referred to in paragraph 1 shall be provided by the institution in the new place of residence, under conditions to be determined by an Administrative Arrangement. However, the period for which benefits are provided shall be determined in accordance with the laws applied by the competent institution.

4. In the cases referred to in paragraph 1, the supply of prostheses, major equipment and other substantial benefits in kind shall be conditional, except in dire emergencies, on authorization from the institution of enrolment.

5. Benefits in kind provided in the cases referred to in paragraph 1 shall be liable to reimbursement by the competent institution to the institutions which have provided them, according to modalities determined by an Administrative Arrangement.

*Article 35*

All accidents at work or occupational diseases suffered by a Moroccan employee in Belgium or a Belgian employee in Morocco which have resulted in or may result in death or in a total or partial disability must be notified by the employer or the competent institutions to the local consular authorities of the country of which the victim is a national.

CHAPTER 7. UNEMPLOYMENT BENEFITS

*Article 36*

Employed persons or persons regarded as such of one of the contracting countries who travel to the territory of the other shall receive in the country of their new place of work the benefits provided for by the laws regarding support for the involuntarily unemployed, provided that they have embarked on an insured period as part of a job authorized in accordance with the laws on the employment of foreign workers. In order to establish entitlement to unemployment insurance benefits in one of the contracting countries, the insured periods and periods regarded as such completed under the laws of that country shall be aggregated with the insured periods and periods regarded as such under the laws of the other country.

An Administrative Arrangement shall determine the date and implementation modalities for the provisions of this article.



CHAPTER 8. FUNERAL GRANTS OR ALLOWANCES

*Article 37*

1. Employed persons or persons regarded as such who travel from one country to the other shall acquire entitlement to the funeral grants or allowances provided for in the laws of their new place of work provided that:

1. they were employed, or regarded as employed, in that country;

2. at the time of death they fulfilled the conditions required to receive benefits under the laws of the country of their new place of work, taking account of the insured period in the country that they departed and of the period succeeding their becoming subject to the laws of the country of their new place of work.

2. In the case of the death of a person receiving an old-age or disability pension from the competent institutions of the two contracting countries by aggregation of insured periods, the funeral grant or allowance shall be owed by the competent institution of the country in which the employee was last insured if, taking account of the aggregated periods, the conditions established by the laws of that country are fulfilled.

3. In the case of the death of a person receiving an old-age or disability pension or a grant from the institution of only one of the contracting countries, or receiving a benefit owed under Belgian or Moroccan laws relating to accidents at work or occupational diseases, the funeral grant or allowance shall be owed by the competent institution of the country liable for the pension or benefit if the conditions established by the laws of that country are fulfilled.

If the death is the result of an occupational disease and entitlement to a funeral grant or allowance has been acquired in both countries, the grant or allowance shall be provided by the competent institution of the country in which the employee was last exposed to the risk of occupational disease.

TITLE III. MISCELLANEOUS PROVISIONS

*Article 38*

1. The administrative authorities and insurance or social security institutions of the two contracting countries shall extend to each other their good offices to the same extent as would occur in the application of their own schemes.

An Administrative arrangement shall determine which authorities and institutions in each of the two contracting countries will be empowered to correspond directly with each other for this purpose, and to centralize, where appropriate, the claims of interested parties and the payment of benefits.

2. These authorities and institutions may also, and to the same ends, have recourse to the intervention of the diplomatic and consular authorities of the other country.

3. The diplomatic and consular authorities of one of the countries may intervene directly with the administrative authorities of the other country with the aim of gathering all the information needed to defend the interests of their nationals.

*Article 39*

1. Any exemption from registration fees, registry fees, stamp duties and consular charges provided for in the laws of one of the contracting countries in respect of items to be produced to the authorities, institutions or judicial entities of that country shall be extended to the corresponding items to be produced to the authorities, institutions or judicial entities of the other country for the implementation of this Agreement.

2. For the purposes of implementing this article and articles 40 and 41, the term "judicial entities" shall in the case of the two contracting countries designate the judicial entities with competence in social security matters.

3. All certificates, documents and items of any kind to be produced for the implementation of this Agreement shall be exempt from authentication endorsement by diplomatic or consular authorities.

*Article 40*

Communications addressed for the application of this Agreement by the beneficiaries of this Agreement or by the authorities, institutions or judicial entities to the authorities, institutions or judicial entities of the other country shall be drawn up in one of the official languages of the two countries.

*Article 41*

Any requests or appeals which must be lodged by a particular deadline with the authorities, institutions or judicial entities of one of the contracting countries competent to receive requests and appeals relating to social security shall be considered admissible if presented by the same deadline to the corresponding authorities, institutions or judicial entities of the other country. In such instances, those authorities, institutions or judicial entities must pass on the requests or appeals without delay.

The competent authorities of each country shall designate the authorities and entities empowered to take valid delivery of requests and appeals.

*Article 42*

1. The competent administrative authorities of the contracting countries shall determine, by mutual agreement, the measures necessary for the implementation of this Agreement.

The same administrative authorities shall inform each other in good time of any changes in the laws or regulations of their countries concerning the schemes listed in article 2.

2. The competent administrative authorities of each of the contracting countries shall inform each other of the other measures taken to implement this Agreement within their own countries.

*Article 43*

The following shall be considered in each of the contracting countries as competent administrative authorities for the purposes of this Agreement:

- for Morocco, the Minister of Labour and Social Affairs;
- for Belgium, the Minister for Social Security.

*Article 44*

1. The institutions liable for benefits pursuant to this Agreement may legitimately discharge that liability in the currency of their country.

Should currency restriction measures be enacted in either of the contracting countries, action shall be taken by agreement between the two Governments to provide for the transfer, in accordance with this Agreement, of the sums owed by either party.

2. The institution liable for income or pensions whose monthly level is lower than a sum to be determined by an exchange of letters between the competent administrative authorities of the two contracting countries may make those income or pension payments three-monthly, six-monthly or annually.

With the agreement of the person concerned, the institution may also buy back, subject to the payment of a sum representing their capital value, income or pension amounts whose monthly level is lower than a sum to be determined by an exchange of letters, as indicated in the preceding paragraph.

*Article 45*

Transfers of benefits owed under social security laws to beneficiaries resident in one of the contracting countries shall be carried out in accordance with modalities set out in an Administrative Arrangement concluded between the competent administrative authorities of the contracting countries.

*Article 46*

1. In order to assess incapacity to work or degree of disability, the insurance institutions of each country shall review the medical reports and information gathered by the insurance institutions of the other country.

2. The competent authorities shall establish by Administrative Arrangement the modalities for medical examinations required for the implementation of this Agreement and of the social security laws of the two countries.

*Article 47*

Any formalities which the legal or regulatory provisions of one of the contracting countries might require for the provision outside that country's territory of benefits from its social security institutions shall apply equally, and under the same conditions as apply to its nationals, to persons granted those benefits under this Agreement.

*Article 48*

Any difficulties relating to the interpretation or implementation of this Agreement shall be settled by mutual agreement by the competent administrative authorities of the contracting countries.

*Article 49*

1. Any insured period or period regarded as such completed under the laws of one of the countries prior to the date of entry into force of this Agreement shall be taken into account for the determination of entitlement to benefits acquired in accordance with this Agreement.

2. A benefit is owed pursuant to this Agreement even if it relates to an event preceding the date of its entry into force. To that end, any benefit that has not been disbursed or which has been suspended because of the nationality of the person concerned or because of that person's residence in the territory of one of the two countries shall, at the request of that person, be disbursed or restored from the entry into force of this Agreement, provided that previously disbursed entitlements have not resulted in a capital settlement.

3. Persons concerned who, prior to the entry into force of this Agreement, have had disbursements of pension or income carried out, may at their request have their entitlements reviewed. The effect of the review shall be to provide the beneficiaries, from the entry into force of this Agreement, with the same entitlements that would have obtained if the Agreement had been in force at the time of disbursement. The request for a review must be lodged within two years of the entry into force of this Agreement.

4. In connection with the application of paragraphs 2 and 3 of this article, provisions in the laws of the two contracting countries regarding forfeiture or limitation of entitlements shall not apply to the persons concerned if the request referred to in paragraphs 2 and 3 of this article is lodged within two years of the entry into force of this Agreement. If the request is lodged after that deadline, entitlements not subject to forfeiture or limitation shall be considered acquired from the date of the request, unless more favourable legislative provisions of one of the contracting countries apply.

*Article 50*

1. This Agreement shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged as rapidly as possible in Brussels.

2. It shall enter into force on the first day of the second month after the exchange of instruments of ratification.

*Article 51*

1. This Agreement is concluded for an indefinite period. It may be denounced by either of the contracting countries. Notice of denunciation must be given no later than six months before the end of each calendar year considered; the Agreement will then cease to be in force at the end of that year;

2. In the event of denunciation, the requirements of this Agreement shall remain applicable to acquired entitlements, notwithstanding any limiting provision which the affected schemes might establish for a beneficiary during a stay abroad.

3. With regard to entitlement in the process of being acquired, and which relate to insured periods completed prior to the date on which this Agreement ceases to be in force, the requirements of this Agreement shall remain applicable, subject to conditions to be established by mutual agreement between the contracting countries.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, being duly authorized, have signed the present Agreement and have hereto affixed their seals.

DONE at Rabat, on 24 June 1968, in duplicate in the French language.

For the Kingdom of Belgium:

JEAN DE BASSOMPIERRE

For the Kingdom of Morocco:

ABDESLAM BENAÏSSA